

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Lundi 01 Décembre 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

APS. L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi de finances initiale 2026

Le projet de loi de finances initiale (LFI) 2026, dont les dépenses s'élèvent à 7 433,9 milliards de francs CFA et les recettes à 6 188,8 milliards, a été adopté, samedi, par une large majorité des députés, en présence du ministre des Finances et du Budget et de son collègue chargé de l'Économie, du Plan et de la Coopération. Le montant des recettes a augmenté de 23,4 % par rapport à la LFI 2025. La hausse des dépenses prévues en 2026 sur celles de 2025 est de 12,3 %. En 2026, le taux de croissance devrait tourner autour de 5 %, et le déficit budgétaire s'élever à 5,37 % du produit intérieur brut (PIB), selon un rapport de la commission des finances et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale. Les estimations du ministère des Finances et du Budget prévoient une pression fiscale en 2026 de 23,2% du PIB. Elle était de 19,3 % dans la LFI 2025. En 2026, l'État envisage de mettre en œuvre une batterie de réformes majeures dans les finances publiques, dans le but de corriger les déséquilibres structurels et relancer l'économie nationale, selon le ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba.

<https://aps.sn/lassemblee-nationale-a-adopte-le-projet-de-loi-de-finances-initiale-2026/>

SENEWEB. Adoption du Budget 2026 du Sénégal : Découvrez les principaux chiffres

Le projet de Budget 2026 du Sénégal a été examiné et adopté ce samedi, par l'Assemblée nationale. En effet, les recettes de la Loi de Finances initiale 2026 ont été arrêtées à 6188,8 milliards FCFA contre 5 014,3 milliards FCFA pour la LFI 2025. Les dépenses ont été votées à 7433,9 milliards FCFA, contre 6 614,8 milliards FCFA. Comparé à la LFI de 2025, le Projet de Budget 2026 connaît une hausse des recettes de 1174,5 milliards FCFA en valeur absolue et de 23,4% en valeur relative. Les dépenses, elles, ont cru de 819,1 milliards FCFA. Croissance, déficit, recettes... Le dit Budget est bâti sur une prévision de croissance de 5% et un déficit budgétaire attendu à 5,37% du PIB. La pression fiscale est prévue à 23,2% du PIB en 2026 contre 19,3% pour la Lfi-2025. S'agissant des recettes du Budget général, elles sont arrêtées en 2026 à 5932,2 milliards FCFA. Elles comprennent les recettes fiscales, estimées à 5384,8 milliards de FCFA. Celles-ci sont principalement portées par les recettes fiscales issues du Plan de redressement pour 703,6 milliards.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/adoption-du-budget-2026-du-senegal-decouvrez-les-principaux-chiffres_n_475850.html

LE MARCHE. Loi de Finances 2026 : Le Gouvernement décline ses ambitions d'une gestion budgétaire efficiente

L'évolution récente des finances publiques sénégalaises met en évidence une volonté de concilier rigueur budgétaire et soutien à l'activité économique. À fin septembre 2025, les recettes du budget général totalisaient 3 254,0 milliards FCFA, représentant 69,7 % de l'objectif annuel. Cette performance, marquée par une progression annuelle



de 12,7 %, reflète l'efficacité accrue des administrations fiscales et douanières dans la mobilisation des ressources internes. Les dépenses totales du budget général ont atteint 4 313,0 milliards FCFA, soit 67,8 % des prévisions fixées par la LFR 2025. Les dépenses ordinaires, établies à 3 220,8 milliards FCFA, représentent 72,7 % des projections, avec une forte concentration sur les transferts courants (1 169,4 milliards FCFA) et la masse salariale (1 082,8 milliards FCFA). Les charges financières de la dette, quant à elles, s'élèvent à 705,7 milliards FCFA, traduisant l'impact des emprunts bancaires contractés hors autorisation parlementaire.

<https://lemarche.finance/loi-de-finances-2026-le-gouvernement-decline-ses-ambitions-dune-gestion-budgetaire-efficiente/>

SIKA FINANCE. Cheikh Diba : "Le Sénégal peut assurer un financement annuel de 6 000 milliards FCFA"

https://www.sikafinance.com/marches/cheikh-diba-le-senegal-peut-assurer-un-financement-annuel-de-6-000-milliards-fcfa_58002

SENEWEB. Finances publiques : Chute des obligations du Sénégal après les explications de Cheikh Diba et de Sonko

Les obligations du Sénégal n'ont pas bien réagi suite aux exposés des membres du gouvernement sur la dette sénégalaise, hier vendredi, lors de la séance de questions d'actualité. Devant les députés, le ministre des Finances a déclaré que les discussions avec le Fmi se passent très bien et de façon sereine. Mais, il a concédé que la "situation de la dette publique du Sénégal est préoccupante au regard des statistiques (119% du Pib)". Cheikh Diba a ensuite ajouté que sur les critères de solvabilité, le Sénégal n'a pas de problème, mais sur les critères de liquidité, chaque année il a besoin, en moyenne, de 6000 milliards de francs Cfa. Un montant élevé. "Le Fmi estime qu'on ne peut pas assurer ce financement d'année en année sur l'horizon de l'analyse de la viabilité de la dette. Nous, nous estimons que c'est possible", a déclaré Cheikh Diba. Mais, toutes ces informations n'ont pas rassuré les investisseurs.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/finances-publiques-chute-des-obligations-du-senegal-apres-les-explications-de-cheikh-diba-et-de-sonko_n_475808.html

FINANCIAL AFRIK. Rebasing du PIB et réévaluation de la dette publique au Sénégal

Par Dr Abdourahmane Ba. Président, Think Tank FOYRE : Le rebasing du Produit Intérieur Brut (PIB) du Sénégal intervient à un moment où la crédibilité financière de l'État traverse une crise profonde, alimentée par la révélation d'une dette publique cachée dont l'ampleur a surpris tant les analystes que les institutions internationales. La décision d'adopter la nouvelle base 2021 pour les comptes nationaux, officiellement mise en œuvre par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) en novembre 2025, confère à cet exercice statistique une portée qui dépasse largement ses fondements méthodologiques. Le pays procède à cette révision alors que l'architecture de ses finances publiques est contestée, et cette simultanéité impose une exigence particulière : démontrer que la revalorisation du PIB constitue une correction technique indispensable, et non une manœuvre conjoncturelle destinée à atténuer la perception de la crise de dette.

<https://www.financialafrik.com/2025/11/30/rebasing-du-pib-et-reevaluation-de-la-dette-publique-au-senegal/>



APS. Le gouvernement a enrôlé 872 coopératives productives et solidaires en huit mois, selon Alioune Dione

Le gouvernement a enrôlé 872 coopératives productives et solidaires au cours des huit derniers mois, ce qui représente 87,2 % de son objectif d'en réunir 1 000 en un an, a indiqué le ministre de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire, Alioune Dione, samedi, à Ngaye Méckhé (ouest). M. Dione était dans cette commune pour les activités de la Quinzaine nationale de l'économie sociale et solidaire, centrée sur la capacité de ce secteur économique à servir de "catalyseur [...] de développement inclusif des terroirs". La commune de Ngaye Méckhé, par ses potentialités dans divers domaines, l'artisanat surtout, peut jouer un rôle majeur dans la politique d'économie sociale et solidaire du pays, selon lui. Alioune Dione salue, par ailleurs, la décision du président de la République de proclamer 2026 "année de l'économie sociale et solidaire".

<https://aps.sn/le-gouvernement-a-enrole-872-cooperatives-productives-et-solidaires-au-cours-des-huit-derniers-mois/>

APS. Le Port autonome de Dakar met en place une cellule de crise après un "incident technique" en mer

Le Port autonome de Dakar (PAD) annonce avoir mis en place "une cellule de crise" et pris les mesures nécessaires pour "empêcher un rejet d'hydrocarbures en mer", à la suite d'un "incident technique" survenu à bord du navire Mersin, près de la capitale sénégalaise. Tout l'équipage du navire est sain et sauf, assure-t-il dans un communiqué. "Dans la nuit du 27 au 28 novembre 2025, les autorités sénégalaises ont été alertées d'un incident technique survenu à bord du navire tanker Mersin, au large de Dakar. L'incident a été suivi d'une entrée d'eau dans la salle des machines, qui a été signalée par l'équipage", affirme le PAD. Il assure qu'"une cellule de crise a été immédiatement [mise en place], sous la supervision de la HASSMAR", la Haute Autorité chargée de la sécurité maritime.

<https://aps.sn/le-port-autonome-de-dakar-met-en-place-une-cellule-de-crise-apres-un-incident-technique-en-mer/>

RTS. PROMESSE DE FUSION DES AGENCES | « LE TRAVAIL AVANCE, MAIS AVEC PRUDENCE », SELON DR BABO BA

Invité de l'émission En Vérité, le directeur général du 3FPT et vice-coordonnateur du MONCAP, Dr Babo Amadou Ba, est revenu sur l'un des engagements majeurs du gouvernement : la fusion des agences exerçant des missions similaires, afin de renforcer l'efficacité de l'action publique. Une réforme attendue, mais qui avance avec prudence. Interrogé sur la nécessité de rationaliser les structures de formation dont plusieurs coexistent aux côtés du 3FPT Dr Ba a confirmé que le gouvernement travaille bel et bien à cette fusion. « Dans le Plan de redressement économique et social, l'État dit qu'on peut mobiliser 50 milliards grâce à trois leviers : les commandes publiques, la centralisation des achats, et la diminution de la taille de l'État », rappelle-t-il.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/promesse-de-fusion-des-agences-le-travail-avance-mais-avec-prudence-selon-dr-babo-ba>

SUD QUOTIDIEN. Plan stratégique 2025-2029 de la CRSE : 57 actions pour moderniser la régulation



Paul François Diokhore Diouf, Conseiller technique du Président de la Commission de Régulation du Secteur de l'Énergie (CRSE), a présenté à Saly le plan stratégique 2025-2029. Articulé autour de cinq axes et 57 actions prioritaires, ce document vise à moderniser la régulation du secteur énergétique sénégalais. Lors d'un atelier de formation des journalistes économiques, Paul François Diokhore Diouf, Conseiller technique du Président de la CRSE et chef du département Études générales et suivi-évaluation, a dévoilé les orientations du plan stratégique 2025-2029 de l'institution. M. Diouf a identifié cinq défis centraux : adapter les mécanismes de régulation à l'évolution rapide des secteurs, intégrer de nouveaux secteurs régulés avec des dispositifs appropriés, améliorer la protection des consommateurs, renforcer la communication et la visibilité de la Commission, et développer les partenariats avec les associations de consommateurs et les instances sous-régionales.

<https://www.sudquotidien.sn/plan-strategique-2025-2029-de-la-crse-57-actions-pour-moderniser-la-regulation/>

APS. Zlecaf et Economie Bleue : l'ambition sénégalaise face au cri d'alarme des pêcheurs artisans

Le Sénégal peaufine actuellement sa stratégie nationale d'« économie bleue », avec l'appui de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (UNECA). Port, pêche, tourisme côtier, hydrocarbures : tout est pensé pour s'insérer dans la dynamique de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), lancée en 2021 et censée multiplier par deux le commerce intra-africain d'ici une décennie. Mais à quelques encablures des ministères, sur les quais de Soubédioune, Guet Ndar ou Hann, les pêcheurs artisans, eux, sonnent l'alarme. Une filière déjà vitale, mais fragile. La pêche représente aujourd'hui 3,2 % du PIB sénégalais et génère 491 millions de dollars d'exportations par an. Avec la Zlecaf, le gouvernement espère ouvrir de nouveaux marchés continentaux et réduire la dépendance aux acheteurs traditionnels (Europe, Asie). L'objectif affiché : transformer l'« or bleu » en moteur de croissance durable.

<https://www.sudquotidien.sn/zlecaf-et-economie-bleue-lambition-senegalaise-face-au-cri-dalarme-des-pecheurs-artisans/>

AGENCE ECOFIN. Sénégal : le prix d'achat du kilogramme d'arachide maintenu pour la campagne 2025/2026

Le Sénégal est le premier producteur ouest-africain d'arachide et le 3ème à l'échelle du continent après le Nigéria et le Soudan. Au début de la nouvelle campagne de 2025/2026, la question des prix planchers est au centre des préoccupations dans la filière. Au Sénégal, le gouvernement a décidé de fixer le prix plancher d'achat du kilogramme d'arachide à 305 francs CFA auprès des producteurs pour la campagne de commercialisation 2025/2026. Ce prix identique à celui de la campagne précédente, a été confirmé par Mabouba Diagne, ministre de l'Agriculture, dans un post publié sur sa page X le 27 novembre 2025. Selon le responsable, cette décision traduit la volonté du gouvernement de renforcer son soutien à la filière, dans la mesure où les concertations avec le Comité national interprofessionnel de l'arachide (CNIA) et les analyses basées sur les cotations historiques et les marchés internationaux de Rotterdam et de la Chine avaient initialement abouti à un prix de référence de 250 F CFA/kg.



<https://www.agenceecofin.com/actualites-agro/0112-133882-senegal-le-prix-d-achat-du-kilogramme-d-arachide-maintenu-pour-la-campagne-2025/2026>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

JEUNE AFRIQUE. Dette du Sénégal : pourquoi le rebasage du PIB n'a pas fait de miracle

En plein scandale de la dette cachée, l'Agence nationale de la statistique et de la démographie sénégalaise vient de finaliser le rebasage du PIB du pays. Mais les effets sur le taux d'endettement sont moins importants qu'escomptés. Explications. En pleine crise de la « dette cachée », le rebasage du produit intérieur brut (PIB) était particulièrement attendu par les autorités sénégalaises. Ce tour de passe-passe statistique consiste à changer d'année de base pour calculer l'ensemble des richesses produites par un pays et permet d'intégrer de nouveaux secteurs de l'économie. Conséquence, il se solde inmanquablement par une hausse du PIB, <https://www.jeuneafrique.com/1743725/economie-entreprises/dette-du-senegal-pourquoi-le-rebasage-du-pib-na-pas-fait-de-miracle/>

CHALLENGES. Le FMI en première ligne sur le dossier de la « dette cachée » du Sénégal

L'ex-président du Sénégal Macky Sall conteste avec vigueur avoir laissé une « dette cachée » plombant les finances publiques du pays. Et s'en prend directement au Fonds monétaire international. Qualifié de « monsieur 1 000 milliards de dette », l'ancien locataire de Bercy, Bruno Le Maire, n'est pas loin de se considérer comme victime d'un procès politique. Au Sénégal, l'ex-président Macky Sall fait l'objet du même genre d'accusation. Mais l'affaire pourrait bien là-bas se solder par un vrai procès, puisque la Cour des comptes locale a saisi le parquet au sujet des « manquements, anomalies et irrégularités » ayant affecté la trésorerie de l'Etat sous son règne (2012-2024). Certains parlementaires estiment même qu'il mériterait d'être jugé pour « haute trahison ». https://www.challenges.fr/monde/le-fmi-en-premiere-ligne-sur-le-dossier-de-la-dette-cachee-du-senegal_632179

RFI. Au Sénégal, la lutte contre le VIH ralentie par la suspension du financement américain

Au Sénégal, la lutte contre le VIH a été fortement ralentie après la suspension brutale, en janvier dernier, d'une partie du financement américain. En première ligne, les relais communautaires, essentiels pour atteindre les populations à risque dans un pays où le VIH reste très stigmatisé. Au Sénégal, où l'homosexualité est pénalement réprimée, les médiateurs communautaires jouent un rôle crucial dans la prévention du VIH. Papa Abdoulaye Deme, coordinateur Afrique de Coalition Plus, une alliance internationale d'ONG de lutte contre le VIH qui travaille avec neuf associations partenaires. « Qui dit



population vulnérable dit aussi stigmatisation, homophobie, discrimination. Les seuls maillons essentiels qui aujourd'hui nous aidaient à toucher ces cibles, c'étaient les médiateurs, les pairs éducateurs, les agents de santé communautaires. Si aujourd'hui leur travail est stoppé, beaucoup de ces groupes vulnérables vont préférer garder leur orientation sexuelle secrète par peur du rejet ou de représailles », estime-t-il.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20251201-au-s%C3%A9n%C3%A9gal-la-lutte-contre-le-vih-ralentie-par-la-suspension-du-financement-am%C3%A9ricain>

JEUNE AFRIQUE. Côte d'Ivoire, Cameroun, Sénégal, Gabon... Ce qu'il faut retenir de leur budget 2026

Les ministres des Finances défendent leur projet de budget pour l'an prochain devant les parlements du continent. Malgré les contraintes de financement, la plupart des textes misent sur une hausse des investissements. La fin de l'année approche et le marathon de l'adoption des projets de loi de Finances arrive à son terme. Les budgets 2026 de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Cameroun et du Gabon reflètent une même ambition en faveur de l'investissement pour soutenir la croissance.

Mais, à l'exception notable de la Côte d'Ivoire, tous ces pays se heurtent à des contraintes de financement et à des pressions sur...

<https://www.jeuneafrique.com/1744661/economie-entreprises/cote-divoire-cameroun-senegal-gabon-ce-quil-faut-retenir-de-leur-budget-2026/>

RFI. Océan: l'Afrique de l'Ouest structure et développe son «économie bleue» durable

Avec une bande côtière de 30 000 kilomètres, l'économie de l'Afrique de l'Ouest est éminemment dépendante de l'océan. Les secteurs liés correspondent à 55% du PIB de la région. « L'économie bleue » représente donc une réelle opportunité. Cependant, les activités humaines, la surpêche, la pollution, le changement climatique mettent en péril cette ressource précieuse. Environ 12 milliards de dollars d'investissements seraient nécessaires pour financer une « économie bleue » durable, un secteur en cours de structuration. Avec un potentiel estimé à 405 milliards de dollars pour la région d'ici à 2030, il semblait évident pour le Cap-Vert, petit État insulaire, de se tourner vers les opportunités qu'offre l'économie bleue. Praia a donc été parmi les premières à se lancer dans les « blue bonds », ces émissions obligataires lancés par la Banque mondiale pour financer la protection des océans. « On l'a lancé depuis deux ans. Maintenant, avec les "blue bonds", les banques financent des activités dans le domaine de l'économie bleue, au niveau du tourisme, de la pêche, de la transformation et de l'aquaculture. Avant, les gens disaient que l'économie bleue était un secteur de risque élevé.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/afrique-%C3%A9conomie/20251127-oc%C3%A9an-l-afrique-de-l-ouest-structure-et-d%C3%A9veloppe-son-%C3%A9conomie-bleue-durable>

ZONE BOURCE. Les militaires au pouvoir en Guinée-Bissau interdisent les manifestations avant la visite de la CEDEAO

Les autorités militaires de Guinée-Bissau ont interdit les manifestations et les grèves, renforçant ainsi leur emprise à la veille d'une visite de haut niveau de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui cherche à rétablir l'ordre



constitutionnel après le coup d'État survenu la semaine dernière. Le gouvernement militaire, arrivé au pouvoir lors d'un coup d'État qualifié de « simulacre » par certains dirigeants ouest-africains, a annoncé tard dimanche soir que toutes les manifestations, grèves et activités considérées comme des menaces à la paix et à la stabilité étaient désormais proscrites. La directive ordonne également la réouverture et la reprise des activités dans toutes les institutions publiques, ministères et secrétariats d'État.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/les-militaires-au-pouvoir-en-guinee-bissau-interdisent-les-manifestations-avant-la-visite-de-la-cede-ce7d51d8d88bf623>

LE FIGARO. Canada : le PIB rebondit au troisième trimestre, +2,6% en rythme annualisé

L'activité économique canadienne a rebondi au troisième trimestre, progressant de 2,6% en rythme annualisé, dépassant les attentes des analystes, grâce à une légère hausse des exportations quand les importations ont affiché leur plus forte baisse depuis 2022. Selon les chiffres officiels publiés vendredi, le produit intérieur brut du trimestre a dépassé les prévisions de la Banque du Canada, la banque centrale, qui tablait sur une croissance annualisée de 0,5% en raison des difficultés économiques du pays, bousculé par l'imposition de droits de douane par le président américain Donald Trump. Au deuxième trimestre, le précédent, la croissance du PIB de la 9e puissance économique mondiale a été révisée en baisse, à 1,8% par rapport au premier trimestre, en rythme annualisé.

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/canada-le-pib-rebondit-au-troisieme-trimestre-2-6-en-rythme-annualise-1-20251128>

LE MONDE. En Allemagne, le programme économique de Merz sous le feu des critiques

Soulevant un scepticisme croissant chez les économistes allemands, le chancelier chrétien-démocrate peine à lancer les réformes susceptibles de sortir le pays du marasme, tandis que la relance budgétaire promise tarde à porter ses fruits. C'était il y a tout juste neuf mois. Le 5 mars, avant même d'être intronisés par le nouveau Bundestag élu dix jours plus tôt, les chefs des partis de la future coalition conservatrice sociale-démocrate annonçaient une décision historique : l'adoption d'un fonds hors budget de 500 milliards d'euros pour les infrastructures et le climat, et la levée de l'essentiel des restrictions constitutionnelles sur les dépenses de défense. Un « bazooka » financier d'ampleur inédite, qui a nourri de grands espoirs : l'Allemagne débloquent enfin son énorme levier budgétaire pour investir et se moderniser, avec un effet attendu sur la croissance européenne. L'endettement record, adopté avec la promesse de réformes, aurait un effet similaire à l'Agenda 2010 du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder de 2003, resté dans la mémoire collective comme l'étincelle ayant sorti le pays de son statut d'« homme malade de l'Europe ».

https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/12/01/en-allemande-le-programme-economique-de-merz-sous-le-feu-des-critiques_6655515_3234.html

CHALLENGES. Banque, assurance, industrie... ces secteurs où les cadres bretons sont très largement sous-payés

En Bretagne, la moitié des cadres gagnent plus de 4 250 euros bruts mensuels, soit 7 % de moins que dans le reste de la France. Mais selon les secteurs d'activité et la fonction occupée, ces écarts de salaires peuvent être largement plus élevés. 51 000



euros. C'est la rémunération médiane brute des quelque 135 000 cadres bretons en 2025 – fixe, variable et avantages compris –, selon la dernière édition du baromètre annuel de l'Apec . Autrement dit, un cadre sur deux en Bretagne gagne plus de 4 250 euros bruts par mois (sur 12 mois), quand l'autre moitié gagne moins. Et ce niveau de rémunération place la région parmi les territoires les moins généreux de France pour les cadres : la médiane nationale atteint 55 000 euros, soit environ 4 580 euros par mois. Un écart significatif de 330 euros mensuels, partagé avec l'Occitanie, qui compose avec la Bretagne le duo des régions où les salaires cadres s'éloignent le plus de la moyenne nationale.

https://www.challenges.fr/economie/banque-assurance-industrie-ces-secteurs-ou-les-cadres-bretons-sont-tres-largement-sous-payes_631498

LES ECHOS. « Le vrai danger, c'est l'absence de budget » : la réponse de Sébastien Lecornu à l'inquiétude des chefs d'entreprise

Le Premier ministre a adressé une lettre aux chefs d'entreprise pour tenter de les rassurer sur le débat budgétaire. Il insiste sur l'urgence d'adopter un budget pour garantir la stabilité économique du pays. Le temps presse et la pression monte sur les épaules de Sébastien Lecornu. Alors que le projet de budget de la Sécurité sociale revient mardi à l'Assemblée, le Premier ministre intensifie ses consultations. Il recevra notamment le bureau du Medef mercredi. Avant cette rencontre, le locataire de Maignon signe une longue lettre publiée ce lundi matin sur les réseaux sociaux dans laquelle il s'adresse aux chefs d'entreprise. Sébastien Lecornu répond directement, et « franchement », dit-il, aux 2.000 entrepreneurs qui ont alerté, début novembre dans une tribune dans « L'Express », sur les risques d'un débat budgétaire contraire à l'intérêt des entreprises et des Français. « Leur message appelle une réponse : confiance dans l'avenir économique de la France et une urgence : adopter un budget pour que le pays continue de fonctionner », écrit-il.

<https://www.lesechos.fr/politique-societe/gouvernement/le-vrai-danger-cest-labsence-de-budget-la-reponse-de-sebastien-lecornu-a-linquiétude-des-chefs-dentreprise-2201882>

BFMTV. France ."Si aucune loi n'était votée, le déficit atteindrait 29 milliards d'euros": l'avertissement du ministre du Travail Jean-Pierre Farandou, alors que l'adoption du budget de la Sécu s'annonce très incertaine

Au lendemain du rejet, par la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale, du budget de la Sécu pour 2026 en nouvelle lecture, le ministre du Travail Jean-Pierre Farandou alerte une nouvelle fois les parlementaires contre le niveau du déficit, dans une interview à La Tribune Dimanche. Dernière ligne droite pour le budget de la Sécu pour 2026... Et les débats à venir, dès mardi en séance publique à l'Assemblée nationale, s'annoncent tendus. Dans un entretien accordé à La Tribune Dimanche, le ministre du Travail Jean-Pierre Farandou rappelle toutefois ce dimanche 30 novembre l'importance de voter le texte, en ramenant à minima le déficit sous le seuil des 20 milliards d'euros. "Si aucune loi n'est votée, le déficit atteindrait 29 milliards d'euros. Ce qui est en jeu, c'est l'avenir de la Sécurité sociale", a-t-il plaidé. Même si l'Assemblée nationale finit par adopter le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), il est probable que le déficit de la Sécu reste trop important par rapport à l'objectif fixé par le gouvernement.



https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/si-aucune-loi-n-etait-votee-le-deficit-atteindrait-29-milliards-d-euros-l-avertissement-du-ministre-du-travail-jean-pierre-farandou-alors-que-l-adoption-du-budget-de-la-secu-s-annonce-tres-incertaine_AV-202511300218.html

COURRIER INTERNATIONAL. Vu d'Allemagne. Social ou libéral ? Dans les méandres du programme économique du RN

Marine Le Pen martèle son intérêt pour les questions sociales. Au lieu d'austérité, elle promet de la redistribution et des cadeaux fiscaux, alors que Jordan Bardella tend la main au patronat. Cet hebdomadaire de gauche allemand s'interroge sur le drôle de positionnement du Rassemblement national en matière de politique économique. Imaginez un peu. Chaque matin, vous quittez votre pavillon acheté grâce aux aides de l'État, vous passez acheter un croissant à la boulangerie du coin, et saluez chaleureusement le facteur et les policiers municipaux au passage (oui, on en trouve encore au fin fond de la France, de ces braves fonctionnaires en uniforme, perchés sur leur vélo). Puis vous montez dans votre Renault (à moteur thermique), direction l'autoroute (enfin) renationalisée. En chemin, pas un seul péage, mais plusieurs hôpitaux et écoles, tous bien équipés. Le paysage défile par la fenêtre, sans aucune éolienne à l'horizon. Vous voilà arrivé dans votre PME, dont tous les salariés sont évidemment français.

https://www.courrierinternational.com/article/vu-d-allemande-social-ou-liberal-dans-les-meandres-du-programme-economique-du-rn_237092

LE COURRIER.VN. Économie : des pistes pour relever les défis face aux turbulences mondiales

L'Université nationale d'économie (NEU) et l'Université nationale australienne (ANU) ont organisé conjointement, les 27 et 28 novembre à Hanoï, une conférence internationale afin d'identifier les principaux défis auxquels est confrontée l'économie vietnamienne dans un environnement commercial et économique mondial de plus en plus instable. La conférence, intitulée "Enjeux contemporains en économie, gestion et affaires" (CIEMB 2025), a attiré des centaines de participants, parmi lesquels des économistes, des décideurs politiques et des chercheurs d'universités et d'instituts de recherche du Vietnam et de pays tels que le Royaume-Uni, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, la France, le Japon, la République de Corée, l'Indonésie, la Thaïlande et l'Australie. Avec ses 22 sessions de discussion parallèles, l'événement a constitué une plateforme majeure d'échanges universitaires et a permis d'aborder des questions économiques urgentes ayant un impact direct sur l'orientation du développement du Vietnam.

<https://lecourrier.vn/economie-des-pistes-pour-relever-les-defis-face-aux-turbulences-mondiales/1296331.html>

